



Soutien à la jeunesse mobilisée pour leurs revendications : stop à la répression !

Les organisations départementales CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique condamnent avec la plus grande fermeté la répression qui s'abat depuis plusieurs jours sur la jeunesse mobilisée.

Depuis mardi, des lycéennes et des lycéens de Loire-Atlantique se mobilisent pour défendre leur école, leurs conditions d'études et leur avenir. Ils réclament des personnels, des remplacements, des moyens, des établissements dignes et une éducation publique à la hauteur de leurs besoins.

La réponse du gouvernement ? Toujours plus de forces de l'ordre, toujours plus d'interpellations, toujours plus de répression.

À Nantes comme à Saint-Nazaire, cette escalade a franchi aujourd'hui un nouveau seuil. Plusieurs établissements ont été bloqués, des tensions ont éclaté et des forces de l'ordre ont été déployées en nombre. Le lycée Nelson-Mandela a par ailleurs été touché par un incendie qui a détruit son hall. Nous condamnons évidemment toute violence et toute dégradation visant des élèves, des personnels ou des établissements scolaires. L'origine de cet incendie et les responsabilités restent à établir.

Mais nous refusons que ces événements soient utilisés pour jeter l'opprobre sur toute une jeunesse et pour justifier une nouvelle fuite en avant sécuritaire.

Car pendant que l'on déploie des CRS devant les lycées, on continue de supprimer des postes dans l'Éducation nationale.

Pendant que l'on parle de rétablir l'ordre, on laisse les classes se remplir, les personnels manquer et les élèves attendre leurs professeur·es absent·es.

Pendant que le gouvernement prétend vouloir protéger la jeunesse, il lui demande de grandir dans une école toujours plus fragilisée et dans une société toujours plus inégalitaire en lui offrant comme perspective la guerre et l'austérité.

Dans l'académie de Nantes, ce sont 235 emplois équivalent temps plein qui ont

été supprimés pour la rentrée 2026, dont 99 dans le second degré. En Loire-Atlantique, les organisations syndicales ont également dénoncé les suppressions de postes alors même que les besoins en remplacement, en accompagnement et en personnels éducatifs restent considérables.

La colère de la jeunesse ne tombe pas du ciel. Elle est le produit d'une politique.

Et cette politique, le gouvernement refuse de la regarder en face.

Il préfère convoquer une cellule de crise interministérielle plutôt que de répondre aux revendications qui ont fait naître cette mobilisation.

La violence réactionnelle ne doit pas masquer la violence réactionnaire.

Nous refusons l'inversion qui voudrait faire de la jeunesse le problème, alors qu'elle est aussi le symptôme d'une société qui ne prend plus soin de sa population.

Face à l'orientation d'un gouvernement qui détruit les services publics, organise l'austérité et répond à la colère par la matraque, il ne peut être demandé à la jeunesse de se taire et de rentrer chez elle.

La colère qui surgit aujourd'hui est aussi le reflet d'une société dans laquelle les espaces de dialogue n'existent plus, où les services publics sont sacrifiés et où l'on demande toujours davantage à celles et ceux qui disposent de toujours moins.

Nous ne refusons la violence sociale et politique qui consiste à abandonner une génération entière à une école dégradée, à des services publics affaiblis et à l'incertitude de son avenir.

Nous revendiquons une école qui émancipe plutôt qu'une jeunesse à qui l'on demande de se soumettre.

La jeunesse n'est pas une menace à contenir. Elle est une génération qui refuse qu'on décide de son avenir sans elle.

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique seront à ses côtés.

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique seront à ses côtés. Elles appellent à participer massivement aux mobilisations du 6 octobre.

Parce qu'une société qui ne prend plus soin de sa jeunesse prépare elle-même sa propre colère.

A Nantes, le 1er octobre 2026